

LA REGULATION DE LA MONDIALISATION : PROBLEMATIQUE

(version provisoire)

Quelques importants événements électoraux récents constituent le point de départ de la réflexion que nous allons porter sur la mondialisation dans le cadre de l'édition 2018 du FAP.¹ Selon Nancy Fraser, philosophe et spécialiste des sciences politiques, l'élection de Donald Trump peut être considérée comme une "révolte", au même titre que le vote en faveur du Brexit au Royaume-Uni ou la montée en puissance, en France, du Front National : *"Si elles diffèrent grandement de par leurs idéologies et buts respectifs, ces mutineries électorales ont une cible commune : toutes visaient, visent à rejeter la globalisation, le néolibéralisme et les élites politiques qui avaient promu cette globalisation et ce néolibéralisme."*²

Dans le même ouvrage collectif, l'anthropologue Arjun Appadurai, constate *"un rejet à l'échelle mondiale de la démocratie libérale et son remplacement par une forme ou une autre d'autoritarisme populiste"*. Il cite les exemples de Trump, de Poutine, de Modi (Inde), d'Erdogan (Turquie) ou d'Orban (Hongrie). Selon Appadurai, actuellement, *"aucun Etat-nation moderne ne contrôle son économie nationale. (...) Les Etats modernes ne peuvent plus prétendre protéger et développer leurs économies nationales. En conséquence, nombreux sont les Etats et les mouvances populistes qui entendent ressusciter leur souveraineté nationale en se tournant vers leurs cultures majoritaires respectives, vers un ethno-nationalisme, en étouffant toute dissidence intellectuelle et culturelle intérieure. (...) Pour le dire autrement, la perte de souveraineté économique engendre partout une posture consistant à brandir l'idée de souveraineté culturelle. (...) Les leaders des nouveaux populismes autoritaires ont beaucoup en commun : tous reconnaissent ne pouvoir véritablement contrôler leurs économies nationales respectives, prises en otages par les investisseurs étrangers, les accords commerciaux internationaux, la finance transnationale, ainsi que par un travail et un capital extrêmement mobiles."*³

Toujours dans le même ouvrage, le célèbre sociologue Zygmunt Bauman, récemment décédé, constate que si *"nos ancêtres récents croyaient encore que l'avenir représentait le "site" le plus sûr et le plus prometteur où placer leurs espoirs, nous avons tendance à y projeter avant tout nos diverses peurs, angoisses et appréhensions: devant la rareté toujours plus grande du travail, la baisse régulière des revenus, qui affecte la qualité de nos existences, la fragilité toujours plus accusée de nos statuts et de nos réalisations, le gouffre toujours plus large entre d'une part les outils, les ressources et les talents dont nous disposons et d'autre part l'ampleur capitale des défis qu'il faut surmonter. Surtout, nous nourrissons le sentiment de ne plus avoir le contrôle de nos existences, de n'être plus que des pions déplacés par des joueurs indifférents à nos besoins, sinon franchement hostiles, voire cruels à notre égard, et plus que prompts à nous sacrifier afin de mieux atteindre leurs propres objectifs."*⁴ Selon Bauman, l'incapacité effective ou supposée des Etats à agir pour nous protéger contribue fortement à la crise de la démocratie : *"La politique s'agite dans une incertitude endémique. Ses possibilités d'action sont locales, tandis que les problèmes qu'elle*

¹ A ce stade de la réflexion, nous allons considérer comme étant synonymes les termes de "mondialisation" et de "globalisation".

² Nancy Fraser, "Néolibéralisme progressiste contre populisme réactionnaire : un choix qui n'en est pas un", in L'âge de la régression, Berlin, 2017

³ Arjun Appadurai, "Une fatigue de la démocratie", in L'âge de la régression, Berlin, 2017

⁴ Zygmunt Bauman, "Des symptômes en quête d'un objet et d'un nom", in L'âge de la régression, Berlin, 2017

doit affronter sont globaux. Dans cette transition entre phase solide et phase liquide, fugitive de la modernité, on constate un hiatus accru entre politique et pouvoir. Les forces libérées de la globalisation se soustraient au contrôle des nations. Les institutions politiques s'avèrent toujours plus inappropriées pour maîtriser les nouveaux défis. La société fragmentée n'est plus une communauté."⁵

Fraser, Appadurai et Bauman sont trois des quinze intellectuels qui ont récemment rédigé un ouvrage intitulé "L'âge de la régression". Tous ont en commun de mettre l'accent sur les risques de la mondialisation. D'autres mettront l'accent sur les bienfaits de la mondialisation, sur les opportunités qu'elle offre. Il ne s'agit pas de dire que les uns ont raison et donc que les autres ont tort. Mais de soumettre à l'analyse et au débat l'affirmation qui sert de fil conducteur à cet ouvrage collectif : les problèmes auxquels nous sommes actuellement confrontés, ceux qui sont à l'origine des évolutions décrites ci-dessus, "résultent du manque de régulation politique de l'interdépendance globale"⁶. En d'autres termes, nous nous demanderons si la communauté internationale, le FAP étant une simulation d'une Assemblée générale de l'ONU, doit réfléchir à la mise en place d'une véritable gouvernance de la mondialisation. Une telle gouvernance est-elle souhaitable ? Est-elle possible ? Et si oui, quelles formes devrait-elle prendre)

Comme le constate Alain Dieckhoff, si, dans les années 1990-2000, l'heure était à la célébration du global et du post-national, "*aujourd'hui, il faut se rendre à l'évidence : nous avons changé d'époque*"⁷. Même en Suisse, présenté souvent comme une sorte d'îlot de prospérité, la mondialisation, comme en témoignent les résultats de l'enquête Sophia 2016, publiés par l'Hebdo, suscite de plus en plus d'inquiétudes. Les chercheurs de M.I.S. Trend qui ont réalisé cette enquête constatent "*un sacré retournement de tendance. (...) Les charmes de la mondialisation, dont il est largement admis que notre pays a bien profité, paraissent évanescents. (...) Dans un monde de nouvelles frontières, où s'érigent des barrières et où se multiplient les défis liés à la «disruption» numérique, les Suisses décrits par l'enquête Sophia 2016 se montrent soudain troublés, et leurs leaders moins sûrs de savoir où ils vont. Désormais, à la rituelle question sur leur confiance dans l'avenir, la majorité dit sa crainte de vivre une période instable. Et un cinquième de la population croit se diriger vers une ère de décadence. Cette proportion a doublé en dix ans, alors que la Suisse vient de traverser une période économique faste. Une préoccupation qui fait écho à la remarque consignée par un des leaders interrogés: «La mondialisation est une porte ouverte sur l'inconnu.»*"⁸

⁵ Zygmunt Bauman, L'Hebdo, " «La panique que nous vivons se traduit par l'indifférence face aux appels au secours de ceux qui souffrent.», 15 septembre 2016

⁶ Heinrich Geiselberger, Préface, L'âge de la régression, Berlin, 2017

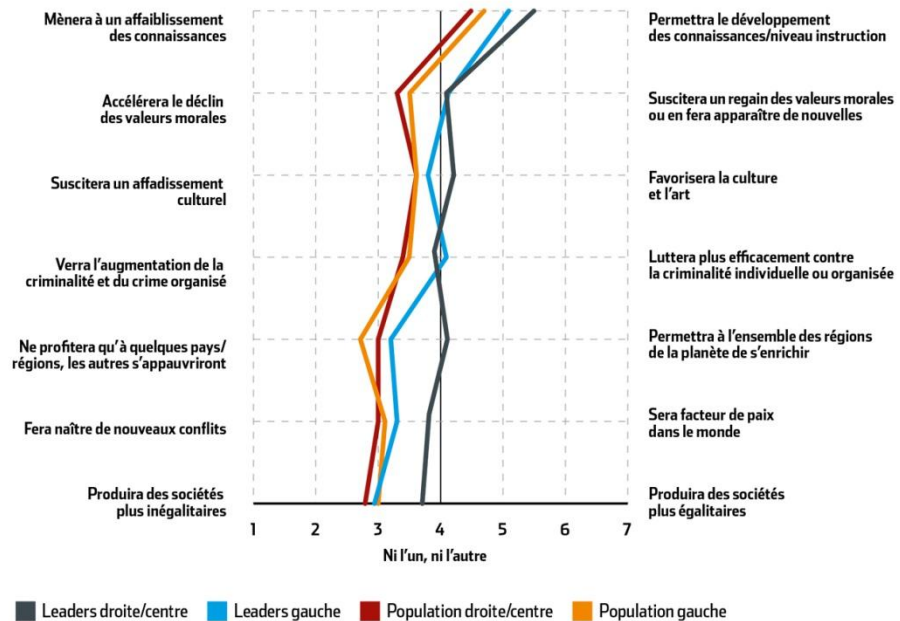
⁷ Alain Dieckhoff, "Quel monde en 2017 ?", Alternatives économiques, Hors-série no 110, janvier 2017

⁸ "Mondialisation et frontières, les Suisses déstabilisés", L'Hebdo, 19 mai 2016. Il est possible de retrouver les résultats de ce sondage sur le site de M.I.S. Trend (http://www.mistrend.ch/fr/pub_artrec.php)

LA MONDIALISATION HEUREUSE, C'EST FINI

Quelles conséquences aura la mondialisation d'ici à 2020-2025?

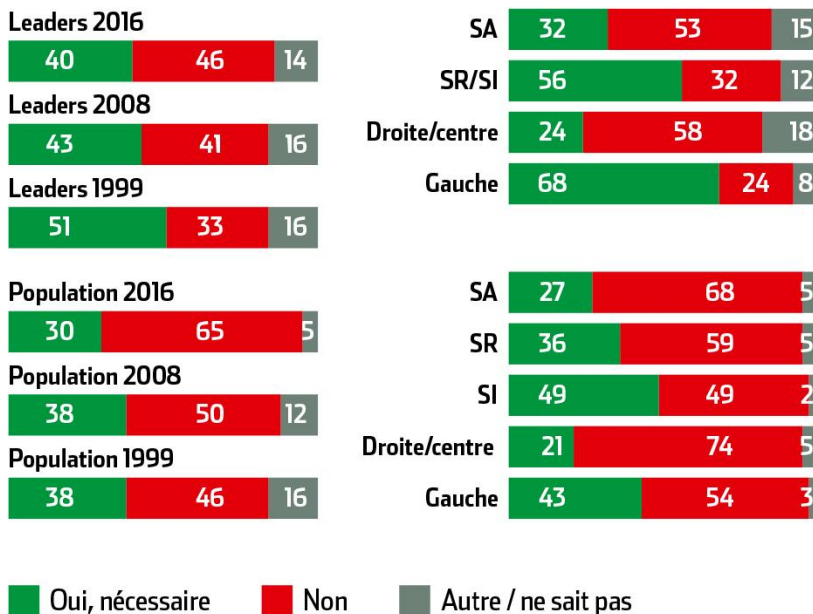
Sur les sept bienfaits proposés que la mondialisation serait susceptible d'apporter, un seul lui est reconnu: elle permettra le développement des connaissances et de l'éducation. A ce niveau, la population et les leaders sont d'accord, et ces derniers ont même évolué vers un jugement encore plus favorable depuis 1999. Sinon, les jugements sont sévères, résignés. La population et les leaders pensent que la mondialisation produira des sociétés plus inégalitaires et ne profitera qu'à quelques régions, les autres s'appauvriront.



9

Mais si les Suisses craignent de plus en plus la mondialisation, ils ne jugent pas pour autant nécessaire une gouvernance mondiale de cette mondialisation :

Est-il nécessaire de concevoir un pouvoir politique supranational face au pouvoir de l'économie ou chaque pouvoir national est/sera-t-il capable de faire contrepoids à la puissance de l'économie?



10

⁹ "Mondialisation et frontières, les Suisses déstabilisés", L'Hebdo, 19 mai 2016, p. 29 (On peut retrouver les résultats de ce sondage sur le site de M.I.S. Trend (http://www.mistrend.ch/fr/pub_artrec.php))

Charles Wyplosz, professeur d'économie internationale à l'Institut de hautes études internationales et du développement, semble du même avis les 2/3 de la population suisse : une gouvernance supranationale de la mondialisation n'est pas nécessaire. Monsieur Wyplosz constate également une montée de la colère dans les pays démocratiques. Les politiques qui prétendent répondre à cette colère, *"Le Pen, Trump, Corbyn et les autres, ne cessent de dénoncer la mondialisation. Elle est décrite comme une opération de dumping qui déverse dans les magasins des biens produits à des prix défiant toute concurrence."*¹¹ Or, selon Monsieur Wyplosz, cette analyse est fautive. La réalité est bien plus compliquée : *"La mondialisation, on le sait très bien, bénéficie à tout le monde et à chaque pays. Mais à l'intérieur des pays, il y a des gens qui gagnent beaucoup et il y a les perdants de cette mondialisation. Il faut poursuivre le processus de mondialisation, mais il faudrait que ceux qui gagnent aident ceux qui perdent. Et ce n'est pas difficile. On peut prendre un peu des énormes bénéfices reçus par ceux qui sont éduqués et qui gagnent beaucoup et donner à ceux qui ne sont pas éduqués et qui souffrent de la mondialisation."*¹² Mais sans alourdir les prélèvements obligatoires. L'Etat devra donc faire plus avec moins.

Par contre d'autres, plutôt situé sur la gauche de l'échiquier politique (cf. le sondage ci-dessus), sont favorables à une telle gouvernance. En 2008, Jean-Claude Rennwald, socialiste et conseiller national, avait lancé un postulat demandant, entre autres, que la Suisse prenne *"l'initiative d'une grande conférence internationale garantissant une concurrence fiscale loyale"*¹³. Le Conseil fédéral a proposé le rejet de ce postulat, considérant que *"La Suisse est tout à fait favorable à la concurrence fiscale, qui contribue - au plan tant national qu'international - à une affectation économe des ressources publiques. Le thème de la concurrence fiscale fait déjà l'objet de discussions à l'échelle internationale, notamment au sein de l'OCDE et de l'ONU. La Suisse participe activement à ces travaux."*

Plus récemment, une initiative sur laquelle nous devons prochainement voter demande que les entreprises suisses *"soient tenues de protéger les droits humains et l'environnement dans l'ensemble de leurs relations d'affaires. Ce devoir de diligence s'applique également à leurs activités à l'étranger"*¹⁴. Le Conseil fédéral propose de rejeter cette initiative. S'il *"partage l'objectif principal de l'initiative (...), il estime que l'initiative va trop loin sous deux aspects. D'une part, l'obligation de diligence raisonnable qu'elle prévoit en plus des rapports périodiques s'étend aux entreprises contrôlées à l'étranger et à l'ensemble des relations d'affaires. D'autre part, la responsabilité encourue est bien plus grande que ce que prévoient les législations des autres pays (quand elles en prévoient même) et mettrait en péril la compétitivité économique de la Suisse."*¹⁵

Nous croyons pouvoir résumer les prises de position du Conseil fédéral ainsi : La mise en plus d'une gouvernance de la mondialisation plus contraignante n'est pas nécessairement souhaitable puisque contraire aux principes du libéralisme. A supposer qu'elle le soit, seules

¹⁰ <http://www.hebdo.ch/sites/www.hebdo.ch/files/info2-g.jpg>

¹¹ Charles Wyplosz, "La révolte mondiale des sans-grade", *Telos*, 12 mai 2016, <http://www.telos-eu.com/fr/societe/la-revolte-mondiale-des-sans-grade.html>

¹² http://graduateinstitute.ch/fr/home/relations-publiques/news-at-the-institute/news-archives.html/_news/corporate/2016/la-mondialisation-et-le-populism

¹³ <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20084007>

¹⁴ <http://konzern-initiative.ch/de-quoi-il-s-agit/?lang=fr>

¹⁵ <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiqués/communiqués-conseil-fédéral.msg-id-65222.html>

des règles qui s'appliqueraient à tous ne risqueraient pas de restreindre la compétitivité de la Suisse. Mais une telle éventualité n'est guère réaliste.

La ligne défendue par la Commission européenne semble très proche de celle de la Suisse. La Commission a en effet toujours été très favorable au libre-échange. Mais, tenant compte entre autres du débat à la présidentielle française structuré sur l'opposition entre gagnants et perdants de la mondialisation, *"la Commission a rendu public mercredi 10 mai un « document de réflexion » sur la globalisation et les moyens d'en « tirer parti ».* (...) Oui, les fruits de la globalisation n'ont pas bénéficié à tout le monde dans l'UE, concède la Commission. Il est vrai que beaucoup ont perdu un emploi, victimes parfois de pratiques de dumping social, fiscal et environnemental de sociétés étrangères. *« Dire que la globalisation est positive ne signifie pas grand-chose pour nos concitoyens si ses bénéfices ne sont pas partagés de manière équitable et uniforme », concède Frans Timmermans, premier vice-président de l'institution. Mais la critique du libre-échange tourne vite court. Le document de réflexion reste globalement un manifeste anti-protectionnisme. Le Finlandais Jyrki Katainen, vice-président à la croissance et à l'investissement, avance le chiffre de 14 000 emplois créés dans l'Union européenne (UE) pour chaque milliard d'euros de chiffre d'affaires supplémentaire réalisé à l'exportation, et parle de « mauvaise perception » à propos du rejet d'une partie des opinions publiques européennes à l'égard des traités commerciaux. Les solutions esquissées pour rendre ces accords « plus justes » ? Encourager les pays membres à miser davantage sur la formation professionnelle et l'égalité des chances. A son niveau, elle suggère de conditionner la négociation des traités de libre-échange au respect de règles d'antidumping fiscal, social ou environnemental.*"¹⁶

Et pourtant, certains auteurs nous invitent à approfondir notre réflexion concernant la régulation de la mondialisation, et à nous montrer plus ambitieux :

Mireille Delmas-Marty considère que *"pour corriger les excès d'une mondialisation qui, au nom de la liberté d'entreprendre, tend à détruire la sécurité économique et financière, il faudrait équilibrer l'esprit de compétition et l'esprit de coopération en appliquant le devoir de solidarité."*¹⁷ Madame Delmas-Marty nous invite également à bien distinguer deux significations différentes du terme "solidarité". L'essor technologique et la libération du commerce ont considérablement renforcé *"les solidarités subies, avec leurs effets destructeurs"*.¹⁸ Simultanément, la mondialisation a *"affaibli ce qu'Alain Supiot appelle les "cercles de solidarité", désignant ainsi l'évolution menant des solidarités de proximité fondées sur l'appartenance à des communautés traditionnelles vers des systèmes plus larges placés sous l'égide de l'Etat (sécurité sociale). Même quand elle prend la forme de mutuelles ou de coopératives, l'action solidaire est de plus en plus souvent remplacée par l'assurance, qui repose sur un calcul de risques, et par la charité, qui est sans réciprocité."*¹⁹

Pour Alain Supiot, il faut bien distinguer les termes de mondialisation et de globalisation. Selon lui, mondialiser revient à maîtriser les différentes dimensions de la globalisation. *"Maîtriser sa dimension commerciale suppose de concevoir un ordre juridique international*

¹⁶ Cécile Ducourtieux, "La Commission lance timidement le débat sur le libre-échange", *Le Monde*, 10 mai 2017

¹⁷ Mireille Delmas-Marty, *Aux quatre vents du monde. Petit guide de navigation sur l'océan de la mondialisation*, Paris, Seuil, 2016, p. 91

¹⁸ Ibid., p. 92

¹⁹ Ibid., p. 92-93

qui interdise d'user de l'ouverture des frontières du commerce pour échapper au devoir de solidarité inhérent à la reconnaissance des droits économiques et sociaux."²⁰

Pour Bertrand Badie, il ne faut pas se contenter des débats actuels, tels que les duels Macron/Le Pen, Trump/Clinton et tant d'autres, car ceux-ci opposent, selon Bertrand Badie, "un "mondialisme" qui veut réformer, mais ne sort guère des vieilles recettes libre-échangistes, lustrées par une rhétorique néo-libérale et un néo-nationalisme qui mise sur la popularité des nostalgies identitaires. Le faux débat ainsi instauré crée de remarquables espaces de convergence : le peu de cas consenti par l'un et l'autre aux sociétés, à leur complexité, leurs tensions ou leurs souffrances; l'ignorance de l'insécurité humaine, tenue pour soluble dans la croissance ou pour traitable dans le cocon national; le peu d'intérêt pour la mobilité, réduite aux marchandises dans un cas, ou combattue comme une hérésie dans l'autre; l'indifférence à l'interdépendance et la solidarité, voilées par le mythe de la compétition chez les uns, et stigmatisées au nom de la préférence nationale chez les autres... La vraie divergence porte en fait sur le statut du politique et son rapport à l'économie: le néo-libéralisme mise sur une économie scientifique qui relègue et marginalise le choix politique, tandis que le néo-nationalisme rêve de restaurer l'intérêt national dans son rôle, vieilli et toujours illusoire, de principe antérieur à tous les autres... La médiocrité de la controverse peut désespérer."²¹

Parmi ceux qui sont les plus critiques vis-à-vis de la mondialisation, nous pouvons distinguer ceux qui sont favorables une "alter-mondialisation" et ceux qui prônent la "démondialisation".

Pour les premiers, "il faut évidemment réduire les flux de marchandises et de capitaux, et relocaliser les systèmes productifs. Pour des motifs sociaux: stopper la concurrence entre travailleurs et paysans du monde, valoriser la diversité des savoirs et des pratiques sociales, nourrir les populations et assurer la souveraineté alimentaire. Pour des motifs écologiques: réduire les émissions de CO₂, diminuer la pression sur les ressources naturelles et leur pillage. Pour des motifs politiques: retrouver des formes de démocratie proche des citoyens. Mais, de l'autre, il faut plus de coopération européenne et mondiale dans bien des domaines à mutualiser: sauvegarde des écosystèmes, gestion et répartition des ressources rares qui font partie des biens communs (eau, terre, énergie, alimentation, savoirs, techniques, médicaments...), mondialisation des droits sociaux par l'application des conventions de l'Organisation internationale du travail..."²² L'un des auteurs de ce texte, Dominique Plihon, propose une mesure concrète permettant selon lui d'aller dans le sens souhaité : mettre en place une fiscalité globale pour réguler la mondialisation.

Les tenants de la "démondialisation" jugent que ce qu'il faut impérativement préserver, c'est la souveraineté des communautés humaines. Or, selon Frédéric Lordon, la mondialisation "organise la dépossession des souverainetés partout où elles existent, sans leur offrir la moindre solution de re-création. La substitution insistante du terme « gouvernance » à celui de « gouvernement » est bien là pour dire le projet général de la dégouvernementalisation du monde, c'est-à-dire de sa dépolitisation. Surtout pas d'Etat – quelle qu'en soit la circonscription –, donc pas de loi, à l'extrême rigueur des règles mais minimales et sans force,

²⁰ Alain Supiot, "Etat social et mondialisation", Leçon inaugurale au Collège de France, 29 novembre 2012, <http://www.college-de-france.fr/site/alain-supiot/inaugural-lecture-2012-11-29-18h00.htm>

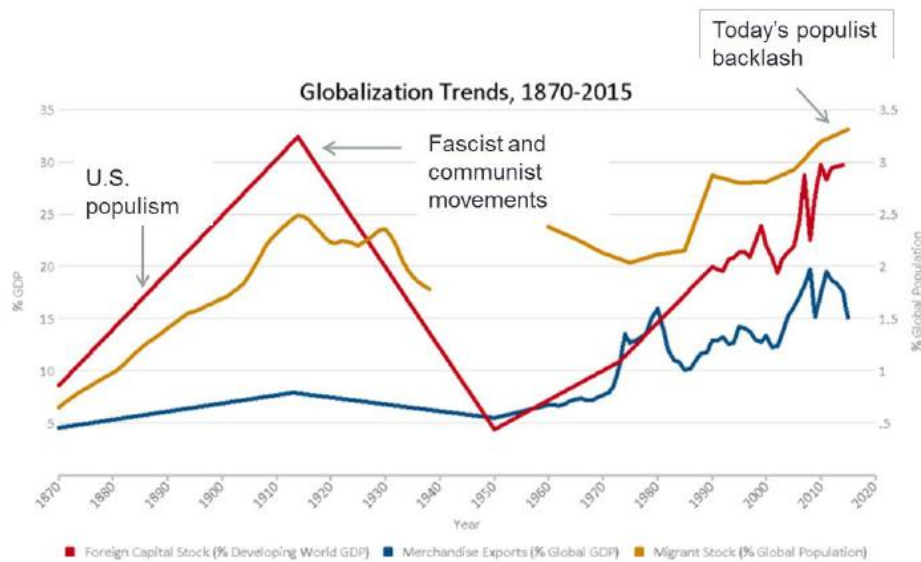
²¹ Bertrand Badie et Michel Foucher, *Vers un monde néo-national ?*, Paris, CNRS Editions, 2017, p. 190-191

²² Texte collectif rédigé par le Conseil scientifique d'ATTAC, 6 juin 2001

et surtout, bien sûr, de l'« éthique »..."²³ Il faut donc favoriser une "reconstitution nationale de souveraineté" (car) il y a une économie internationale pensable qui ne prend pas la forme de la mondialisation."²⁴

Dani Rodrik, professeur d'économie politique internationale à l'université de Harvard, a publié durant en juin 2017 un article dans lequel figure le graphique ci-dessous, qui établit un lien entre le succès politique de courants qu'il qualifie de "populistes" aux Etats-Unis, en Turquie, en Europe ou en Amérique latine, et la mondialisation :

Figure 2: The rise, fall, and rise again of economic globalization



Source: Globalization trends from Chandy and Seidel (2016)

25

Dans un autre article, datant de 2016, traduit en français, et intitulé "La politique du ressentiment"²⁶, Rodrik s'étonnait du temps qu'il a fallu à cette réaction populiste "pour éclater au grand jour. Voilà vingt ans au moins qu'on pouvait prévoir, sans grand risque d'erreur, que le peu d'entrain dont les responsables politiques modérés témoignent pour la réduction des insécurités et des inégalités qui éclosent dans notre ère hyper-mondialisée finirait par offrir aux démagogues et à leurs solutions faciles un espace politique.(...) Les populistes séduisent parce qu'ils expriment le ressentiment des exclus. Ils proposent non seulement un récit général, mais aussi des solutions qui, pour être fausses et souvent dangereuses, n'en sont pas moins concrètes. Les responsables politiques classiques ne pourront regagner le terrain perdu qu'à condition d'offrir, eux aussi, des solutions – sérieuses – qui laissent la place à l'espoir. Ils doivent cesser de se dissimuler derrière la technologie ou une mondialisation irréfrenable, et faire preuve d'audace pour réformer à grande échelle la direction de l'économie mondiale et des économies nationales.

Si l'histoire nous dit que la mondialisation, lorsqu'elle devient folle, est dangereuse, elle nous dit aussi que le capitalisme est malléable. Au siècle dernier, le New Deal, l'État providence et

²³ "Qui a peur de la démondialisation ?", Les blogs du Monde Diplomatique, 13 juin 2001

²⁴ Idem

²⁵ Rodrik, D (2017), "Populism and the Economics of Globalization", CEPR Discussion Paper No. 12119

²⁶

la mondialisation contrôlée (dans le système de Bretton Woods) permirent un nouveau départ aux sociétés favorables au marché et furent à l'origine du boom de l'après-guerre. Ces succès ne furent pas le fruit facile de bricolages ou de modifications marginales des politiques alors en place, mais d'une ingénierie institutionnelle radicale."

Pierre-Noël Giraud constate que *"nombreux sont aujourd'hui les hommes superflus, exclus, rejetés dans des trappes, en un mot inutiles aux autres et à eux-mêmes"*.²⁷ Toute la dernière partie de l'ouvrage de Monsieur Giraud est consacré à des propositions de politiques économiques devant permettre d'éradiquer ce phénomène. Ces politiques doivent être menées à toutes les échelles géographiques. Dans le cadre du FAP, c'est évidemment l'échelle globale que nous privilégions :

- Il faut mettre en place de nouvelles règles du jeu internationales, en particulier rechercher des accords entre grands blocs, l'Europe, les Etats-Unis, les grands émergents, etc., afin que la Chine, l'Inde, le Brésil et quelques autres émergents, *"se recentrent rapidement sur leurs marchés intérieurs, y compris en laissant s'évaluer leurs monnaies, pour donner naissance à une véritable classe moyenne, et s'engager dans leurs propres "Trente Glorieuses. (...) L'Europe (et l'Amérique du Nord si elle le souhaite) se réindustrialise."*²⁸

- Dans le domaine financier, Giraud considère qu'il faut instaurer un certain contrôle des mouvements de capitaux. *"Il ne faut pas empêcher mais au contraire favoriser les investissements directs étrangers. Pour le reste des capitaux, interdire, introduire des viscosités."*²⁹

Selon Giraud, vaincre l'inutilité suppose le renforcement du pouvoir des Etats et de la coopération entre ceux-ci. *"Avec la globalisation, les conflits économiques directs deviennent errants. Ils ont disparu pour les hommes réduits à l'inutilité. Ils sont métamorphosés par la finance globalisée en conflits dévastateurs. Au moment même où seuls les Etats apparaissent encore capables de les maîtriser, ces Etats se déclarent incapables de le faire. Le cercle vicieux est bouclé. Il ouvre la voie aux identifications ethniques, culturelles et religieuses réactives et à terme à la guerre civile."*³⁰ Si nous voulons éviter la guerre civile, il faut donc que les Etats redeviennent des "Etats pour tous", des "Etats du peuple entier"

L'encadrement de la mondialisation des marchés est au cœur de la réflexion de Jean-Christophe Graz depuis de nombreuses années. Son ouvrage intitulé "Gouvernance de la mondialisation" en est à sa quatrième édition. Dans cet ouvrage, Graz constate que la régulation de la l'économie mondialisée échappe aux Etats et aux organisations internationales. Le rôle des acteurs privés est par contre de plus en plus important. C'est tout particulièrement le cas dans le domaine de la finance. Ce rôle accru des acteurs privés n'est pas sans poser problèmes, comme en témoigne cet extrait de la présentation de cette quatrième édition : *"Les Etats et les organisations intergouvernementales peuvent-ils redéfinir les règles et mieux contrôler la démesure des intérêts privés ?"*

²⁷ Pierre-Noël Giraud, *L'Homme inutile. Du bon usage de l'économie*, Paris, Odile Jacob, 2015, p. 9

²⁸ Idem, p. 306 + 307

²⁹ Idem, p. 326

³⁰ idem, p. 391

Jean-Pierre Lehmann est présenté par le journal Le Temps comme un "*grand avocat de la mondialisation*"³¹. Mais une mondialisation basée sur des règles multilatérales. Selon Jean-Pierre Lehmann, la mondialisation a besoin de "*plus de régulation, mais également (de) plus d'efforts des entreprises en termes de responsabilités sociales et d'éthique*".³² Il faut privilégier les accords multilatéraux, car personne n'aurait quelque chose à gagner d'une démondialisation. Une meilleure réglementation de la mondialisation pourra contribuer à atténuer la résurgence du protectionnisme : "*L'une des explications est que nombre de traités dits de libre-échange ont été établis à partir d'hypothèses qui ne prenaient pas en compte les conséquences sociales. Une politique économique de mondialisation ne suffit pas, il faut désormais y intégrer une politique sociale au niveau mondial.*"³³ Mais la mondialisation n'est pas responsable de tous les problèmes. Les écarts de richesse croissants que l'on constate dans les pays occidentaux ont peu à voir avec la mondialisation, *mais beaucoup avec la révolution technologique et les transformations profondes de la structure industrielle internationale. Il est probable que cette tendance va continuer à s'accroître, autant dans les pays riches que ceux en voie de développement, en particulier s'ils ont une forte croissance. Pour faire face à cette évolution, il faut consacrer beaucoup plus d'efforts dans les domaines de l'éducation et de la formation. Il faut aussi assurer la protection sociale et culturelle des plus faibles*"³⁴.

L'Etat qui présentera la résolution reste à déterminer. Ainsi que les éléments principaux de cette résolution. En tant que simulation d'une AG de l'ONU, le FAP va réfléchir à ce que la communauté internationale, de manière multilatérale, peut mettre en place afin d'orienter l'économie mondiale vers le bien commun. Peut-être pourrions-nous nous inspirer des constats du philosophe Alain Deneault : "*Les législations de complaisance existent par essence pour permettre à des contraintes de quelque façon dans l'Etat où ils opèrent vraiment de contourner les règles de façon à agir sans entrave. Leur système de "lois" en témoigne crûment. Les "lois" offshore sont paradoxalement des sources d'anomie; elles fabriquent de l'alégalité en privant de portée chez elles les institutions de la légalité. Pis, les législations de complaisance consistent même souvent à légaliser positivement ce qui passe ailleurs pour méfaits. C'est donc la notion de crime qui se trouve relativisée, comme s'il n'y allait plus que de simples enjeux culturels et législatifs et non de considérations morales propres à des délibérations profondes entre les peuples.*"³⁵

³¹ [Le Temps](#), 2 avril 2011

³² [Le Matin](#), 30 septembre 2012

³³ [Lazuli International](#), 8 septembre 2016

³⁴ [Le Courrier](#), 4 septembre 2004

³⁵ Alain Deneault, [Une escroquerie légalisée. Précis sur les "paradis fiscaux"](#), Québec, Les Editions Ecosociété, 2016